

PRÉFET DE LA RÉGION BRETAGNE

**ARRÊTÉ**

**portant inscription au titre des monuments historiques de l'église Saint-Michel  
à Liffré (Ille-et-Vilaine)**

LE PRÉFET DE LA RÉGION BRETAGNE  
PRÉFET D'ILLE-ET-VILAINE

Vu le code du patrimoine, livre VI, titres I et II ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 12 juin 2013 portant nomination de Monsieur Patrick Strzoda, préfet de la région Bretagne, préfet de la zone de défense et de sécurité Ouest, préfet d'Ille-et-Vilaine ;

La commission régionale du patrimoine et des sites de Bretagne entendue en sa séance du 3 juillet 2012 ;

Vu les autres pièces produites et jointes au dossier ;

Considérant que l'église Saint-Michel de Liffré présente, au point de vue de l'histoire et de l'art, un intérêt suffisant pour en rendre désirable la préservation, en raison de la grande maîtrise formelle de cet édifice d'inspiration romano-byzantine construit par l'architecte Arthur Regnault, et de la qualité de son décor intérieur,

Sur proposition du directeur régional des affaires culturelles,

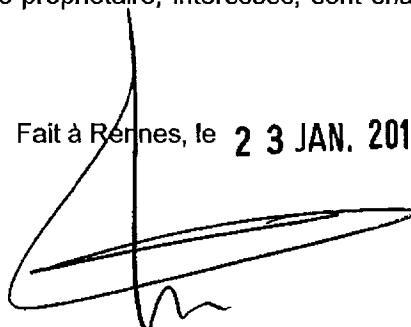
**ARRÊTE**

**Article 1 :** Est inscrite au titre des monuments historiques, l'église Saint-Michel en totalité, figurant au cadastre de la commune de Liffré (Ille-et-Vilaine), section BD, parcelle n° 201, de contenance 10a 35ca, appartenant à la commune de Liffré, Siren 213 501 521, depuis une date antérieure au 1<sup>er</sup> janvier 1956.

**Article 2 :** Le présent arrêté, dont une copie sera adressée sans délai à la ministre de la culture et de la communication, sera publié au service de la publicité foncière de la situation de l'immeuble inscrit et au recueil des actes administratifs de la préfecture de région.

**Article 3 :** La secrétaire générale pour les affaires régionales, le directeur régional des affaires culturelles, le préfet du département, le maire de la commune propriétaire, intéressés, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Rennes, le 23 JAN. 2014



Patrick STRZODA